



Assemblée générale

Distr. générale
26 juin 2013
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Point 86 de la liste préliminaire*

Portée et application du principe de compétence universelle

Portée et application du principe de compétence universelle

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport donne suite à la résolution 67/98 de l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'établir un rapport sur la portée et l'application de la compétence universelle à partir des informations et observations présentées par les États Membres et, le cas échéant, les observateurs intéressés, y compris, s'il y a lieu, des informations relatives aux traités internationaux applicables en la matière, à leurs règles de droit interne et à la pratique de leurs tribunaux.

* A/68/50.



I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution 67/98 de l'Assemblée générale. Il tient compte des informations et observations reçues depuis la publication du rapport de 2012 (A/67/116) et doit être lu en parallèle avec ce dernier rapport et les rapports précédents (A/65/181 et A/66/93 et Add.1).
2. Conformément à la résolution 67/98, le présent rapport donne, dans la section II, ainsi que dans les tableaux 1 et 2, des informations spécifiques sur la portée et l'application du principe de compétence universelle selon les règles de droit interne, les traités internationaux applicables et la pratique des tribunaux. La section III présente les informations communiquées par les observateurs et la section IV contient une synthèse des questions soulevées par les gouvernements pour examen éventuel.
3. Des réponses ont été reçues des pays suivants : Australie, Colombie, Cuba, Espagne, Grèce, Hongrie, Liban, Moldova et Panama.
4. Des réponses ont également été reçues de l'Union africaine, du Conseil de l'Europe et du Comité international de la Croix-Rouge¹.
5. Le texte intégral des réponses peut être consulté sur le site Internet de la Sixième Commission de l'Assemblée générale (www.un.org/fr/ga/sixth/index.shtml), sous la rubrique « Soixante-huitième session ».

II. Portée et application de la compétence universelle selon les règles de droit interne, les traités internationaux applicables et la pratique des tribunaux : observations des gouvernements

A. Normes juridiques fondamentales

1. Cadre constitutionnel et autres cadres juridiques internes

Australie

6. Les tribunaux australiens sont compétents pour juger les infractions d'esclavage (art. 270.1 du Code pénal), que leur auteur se soit trouvé ou non en territoire australien au moment de la commission des faits. Les autres infractions prévues à la division 270 du Code pénal relèvent de la « catégorie B » de compétence, ce qui veut dire que les tribunaux australiens n'ont compétence pour en connaître, lorsque les faits incriminés ont été commis hors du territoire australien, que si leur auteur est un citoyen ou un résident australien ou une personne morale australienne. La traite des êtres humains (art. 271.2 à 271.4) et la servitude pour dette (art. 271.8 et 271.9) relèvent de la compétence de catégorie B.

7. La loi de 2013 modifiant la législation pénale (esclavage, pratiques analogues à l'esclavage et traite des êtres humains) est entrée en vigueur le 8 mars 2013. Cette loi modifie la division 270 du Code pénal en y introduisant les nouvelles infractions

¹ L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a fait savoir qu'elle n'avait pas d'informations ou observations pertinentes à communiquer.

de mariage forcé et de travail forcé. Elle a supprimé l'infraction de servitude sexuelle (ancien article 270.6) et ajouté une nouvelle infraction de servitude sous toutes ses formes. Elle a également supprimé l'infraction de recrutement frauduleux à des fins de services sexuels (ancien article 270.7) et l'a remplacée par une nouvelle infraction de recrutement frauduleux à des fins de travail ou de services. Toutes ces infractions relèvent de la compétence de catégorie B.

Colombie

8. La Colombie a réitéré ses observations antérieures (voir le document publié sous la cote A/66/93, par. 10 à 17). Souscrivant à la théorie dualiste du droit international, elle considère que, pour pouvoir ouvrir une information judiciaire, il faut que l'acte visé ait fait l'objet d'une incrimination préalable dans son droit pénal interne. L'article 2 du Code pénal (loi n° 599 de 2000) dispose que les traités et conventions ratifiés par la Colombie ainsi que sa Constitution politique font partie intégrante du Code pénal. De plus, étant donné la difficulté de réunir les preuves des infractions et la nécessité que l'accusé soit présent sur le territoire de l'État auteur des poursuites, la Colombie préconise de renforcer les systèmes d'entraide judiciaire en matière pénale.

9. Après avoir rappelé les dispositions de l'article 93 de la Constitution politique de la Colombie (voir A/66/93, par. 11), la Colombie fait observer que son article 94 dispose que les droits et garanties inscrits dans la Constitution et dans les conventions internationales en vigueur ne doivent pas s'interpréter comme excluant d'autres droits et garanties qui, parce qu'ils sont inhérents à l'humanité, n'y sont pas expressément mentionnés.

10. Aux termes des articles 24, 28 et 29 du Code de procédure pénale (loi n° 906 de 2004), la compétence universelle peut être exercée en application d'un traité signé et ratifié ou des dispositions du droit interne qui établissent cette compétence.

11. L'article 16 du Code pénal dispose que le droit pénal colombien s'applique à l'étranger qui a commis une infraction contre un autre étranger et se trouve sur le territoire colombien à condition que l'infraction incriminée soit passible d'une peine supérieure à trois ans d'emprisonnement, que ladite infraction ne soit pas une infraction politique et que le Gouvernement colombien ait rejeté une demande d'extradition.

Grèce

12. L'article 8 du Code pénal grec établit la compétence universelle pour les infractions ci-après, pour lesquelles le droit pénal grec s'applique aux ressortissants et aux non-ressortissants hellènes, quelle que soit la législation de l'État où les faits incriminés ont été commis :

- a) Haute trahison, trahison contre l'État grec et actes de terrorisme;
- b) Infractions relatives au service militaire et à la conscription obligatoire;
- c) Infractions commises par des fonctionnaires de l'État grec agissant *ès qualités*;
- d) Infractions commises contre un fonctionnaire grec dans l'exercice de ses fonctions ou en rapport avec lesdites fonctions;

- e) Témoignage mensonger fait sous serment devant une juridiction grecque;
- f) Piraterie;
- g) Infractions contre la monnaie;
- h) Traite d'esclaves, traite d'êtres humains, prostitution forcée ou atteinte sexuelle commise sur des mineurs dans un but lucratif, tourisme pédophile et pornographie pédophile;
- i) Trafic de stupéfiants;
- j) Distribution illégale et trafic de publications pornographiques;
- k) Toutes autres infractions auxquelles s'applique le droit pénal grec en vertu de dispositions expresses ou de conventions internationales signées et ratifiées par la Grèce.

La Grèce a fait observer que l'article 8 de son code pénal a été appliqué principalement dans des affaires de trafic de stupéfiants. Aux termes de cet article, la compétence nationale s'exerce quels que soient le lieu où l'infraction a été commise, la nationalité de la victime ou celle de l'auteur, et elle est concurrente de la compétence d'autres États. Les poursuites peuvent être engagées même en l'absence d'une demande émanant d'une autorité étrangère ou de la victime.

13. La loi 3658/2008 relative aux mesures de protection des biens culturels et autres dispositions (*Journal officiel*, vol. A 70/22.4.2008) dispose en son article 13, paragraphe 4, que les infractions prévues au chapitre 9 de la loi 3028/2002 relative à la protection des antiquités et du patrimoine culturel en général (*Journal officiel*, vol. A 153/28.6.2002) feront l'objet des poursuites et des sanctions prévues par le droit pénal grec, même si elles ont été commises à l'étranger. En outre, l'article 2 de la loi 3948/2011 (*Journal officiel*, vol. A 71/5.4.2011) relative à la transposition dans le droit interne des dispositions du Statut de la Cour pénale internationale ratifié par la loi 3003/2002 (A 75) dispose que ladite loi s'applique tant aux ressortissants grecs qu'aux non-ressortissants pour tous les actes visés aux articles 7 à 15 (c'est-à-dire le crime de génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, le manquement à l'obligation de supervision, la non-dénonciation d'une infraction) à condition qu'ils aient été commis :

- a) Sur le territoire de l'État grec ou à bord de navires ou d'aéronefs grecs, en quelque lieu qu'ils se trouvent, sauf les cas où ils sont soumis à une législation étrangère conformément au droit international;
- b) À l'étranger, par des ressortissants grecs ou des étrangers qui ont acquis la nationalité grecque après avoir commis les actes incriminés;
- c) À l'étranger, contre l'État grec ou des ressortissants grecs.

14. La Grèce est également partie à un certain nombre de conventions internationales qui comportent l'obligation de juger ou d'extrader.

Hongrie

15. En Hongrie, la compétence universelle est prévue par deux dispositions. En vertu de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 4 de la loi IV de 1978 relative au Code pénal, la loi hongroise s'applique à tout acte commis par un étranger dans un pays étranger si cet acte constitue un crime contre l'humanité ou tout autre crime

passible de poursuites pénales en vertu d'un traité international. De plus, en application du sous-alinéa ac) de l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 3 de la loi C de 2012 relative au Code pénal, la loi hongroise s'applique à tout acte visé aux chapitres XIII (crimes contre l'humanité) et XIV (crimes de guerre) ainsi qu'à toute autre infraction passible de poursuites pénales en vertu d'un traité international.

16. Selon ces deux dispositions, il n'est pas nécessaire que l'acte poursuivi soit qualifié d'infraction dans le pays où il a été commis.

Liban

17. Le Liban a réaffirmé qu'il n'est partie à aucun traité ou aucune convention sur la compétence universelle. Le droit libanais ne contient aucune disposition susceptible d'être interprétée comme établissant une compétence universelle (voir les rapports A/65/181, de façon générale, et A/66/93, par. 22, en particulier).

Moldova

18. La compétence universelle est gouvernée par l'article 11, paragraphe 3, du Code pénal, qui dispose que :

S'ils n'ont pas été condamnés dans un État étranger, les ressortissants étrangers et les apatrides ne jouissant pas du statut de résident permanent sur le territoire de la République de Moldova qui commettent une infraction hors du territoire de la République de Moldova sont responsables pénalement en vertu des dispositions du présent code et seront poursuivis pénalement sur le territoire de la République de Moldova à condition que l'infraction commise soit contraire aux intérêts de la République de Moldova ou à la paix et à la sécurité de l'humanité, ou constitue l'un des crimes de guerre définis dans les traités internationaux auxquels la République de Moldova est partie.

19. Les dispositions du Code pénal réprimant les crimes contre la paix et la sécurité et les crimes de guerre sont réunies dans la Partie spéciale du Code, aux articles 135 à 144. Aux termes de l'article 1, paragraphe 3, du Code pénal, les dispositions des conventions internationales auxquelles la Moldova est partie prévalent sur le droit interne et sont d'application directe. La loi n° 45 du 7 février 2013 a modifié le Code pénal en transposant dans le droit interne les infractions prévues par le Statut de Rome, avec notamment les articles 127 (personnes protégées par le droit international humanitaire); 130 (mercenaires); 135 (génocide); 135 1) (crimes contre l'humanité); 137 (crimes de guerre contre l'humanité); 137 1) (crimes de guerre contre les biens et autres droits); 137 2) (emploi de moyens prohibés dans la conduite de la guerre); 137 3) (emploi de méthodes prohibées dans la conduite de la guerre); 137 4) (usage illégal d'emblèmes humanitaires internationaux).

Panama

20. Le Panama a réitéré les informations présentées aux paragraphes 18 à 20 du rapport précédent (A/67/116).

Suède

21. La Suède a réitéré les informations figurant dans les rapports précédents (voir A/66/93, par. 43 à 45, et A/67/116, par. 21).

2. Traités internationaux applicables

22. Le tableau 2 du présent rapport dresse la liste des traités mentionnés par les gouvernements.

B. Conditions, restrictions ou limitations mises à l'exercice de la compétence universelle

1. Cadre constitutionnel et cadre juridique interne

Hongrie

23. La Hongrie a fait savoir que la décision d'engager des poursuites pénales au titre de la compétence universelle est prise par le Procureur général. Elle se dit consciente que le fait pour les autorités hongroises de poursuivre devant ses tribunaux des infractions commises par un étranger ou un apatride peut affecter ses relations internationales.

Moldova

24. La Moldova a confirmé que, en vertu de l'article 60, paragraphe 8 de son Code pénal, il n'y a pas prescription pour les crimes visés à l'article 11, paragraphe 3 dudit code.

Espagne

25. L'Espagne a confirmé les observations figurant aux paragraphes 74 à 78 du document A/66/93 et souligné qu'avec l'adoption en 2009 de la loi organique du pouvoir judiciaire n° 1/2009 modifiant la loi organique du pouvoir judiciaire n° 6/1985, on ne peut plus parler d'un principe absolu de compétence universelle en Espagne puisque, aux termes du nouveau paragraphe 4 de l'article 23, la compétence universelle est subordonnée à l'existence d'un « lien de connexion pertinent avec l'Espagne » et ne peut être exercée que si une autre juridiction compétente, nationale ou internationale, n'a pas été saisie desdites infractions aux fins d'ouvrir une enquête et d'engager des poursuites pénales effectives.

Suède

26. La Suède a réitéré les informations figurant dans le rapport précédent (voir A/67/116, par. 25 à 27).

2. Pratique des tribunaux et autres pratiques

Moldova

27. Entre 2004 et 2013, aucun tribunal national n'a été saisi d'aucune affaire pénale relevant des articles 135 à 144 du Code pénal, et il n'existe aucun précédent en Moldova d'exercice de la compétence universelle.

Colombie

28. La Colombie a appelé l'attention sur ses observations précédentes (voir A/66/93, par. 53) et noté que, s'il n'existe pas d'affaire connue dans laquelle la compétence universelle ait été exercée en Colombie à l'égard d'une violation des

droits de l'homme commise par un étranger dans un autre pays ou dans laquelle une demande d'extradition a été formulée au titre de la compétence universelle, la Cour constitutionnelle a déclaré, dans son arrêt n° C-979 de 2005, qu'il est dans l'intérêt de tous les États d'ouvrir des enquêtes sur les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire telles que le génocide, la torture et les disparitions forcées et d'en punir les auteurs, et qu'il est dans l'intérêt légitime de tout État d'exercer sa compétence au nom de la communauté internationale afin de diligenter les enquêtes nécessaires, de poursuivre les auteurs des violations en cause et de les punir.

Espagne

29. Trois exemples récents de jurisprudence espagnole relative à la compétence universelle présentent un intérêt particulier.

30. Premièrement, par son ordonnance 1566 du 6 octobre 2011, la première section de la Chambre pénale du Tribunal suprême (Tribunal Supremo) a déclaré irrecevable l'appel interjeté contre l'ordonnance qui avait ordonné le classement sans suite d'allégations de crime contre l'humanité, actes de torture et crimes de guerre qu'auraient commis certaines autorités chinoises contre le peuple tibétain.

31. Deuxièmement, le 29 octobre 2012, la Chambre d'instruction n° 5 de la Audiencia Nacional a inculqué sept militaires chiliens des chefs de crimes de génocide, assassinat et enlèvement en rapport avec l'assassinat d'un ressortissant espagnol qui était fonctionnaire international à la Commission économique pour l'Amérique latine. Cette ordonnance soulignait que « l'action pénale engagée devant un tribunal espagnol sera suspendue s'il appert que les infractions incriminées font l'objet de poursuites judiciaires dans le pays concerné ou dans un tribunal international ».

32. Troisièmement, par ordonnance 1916 du 20 décembre 2012, la première section de la Chambre criminelle du Tribunal suprême a déclaré irrecevable l'appel interjeté contre l'ordonnance de la Chambre criminelle de la Audiencia Nacional du 23 mars 2012. Elle a jugé que, en application du principe de subsidiarité, les tribunaux espagnols n'étaient pas compétents pour ouvrir une information judiciaire sur des allégations d'actes de torture et de mauvais traitements commis au centre de détention de Guantánamo Bay, puisque les autorités des États-Unis d'Amérique avaient pu montrer que des procédures administratives et pénales étaient en cours ou avaient été diligentées pour faire enquête sur les faits allégués.

III. Portée et application du principe de compétence universelle : commentaires d'observateurs

Union africaine

33. L'Union africaine a souligné l'adoption par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement d'une décision sur l'utilisation abusive du principe de compétence universelle [Assembly/AU/Dec.420 (XIX)]. Dans cette décision, l'Assemblée a demandé instamment aux États membres de l'Union africaine d'utiliser le principe de réciprocité pour se défendre contre l'application abusive du principe de compétence universelle. Elle a réitéré la demande qu'elle a faite aux États membres de ne pas exécuter des mandats d'arrêt qui constituent une utilisation abusive du

principe de compétence universelle. Elle a chargé la Commission de l'Union africaine d'adresser une communication officielle à la Commission européenne lui demandant d'exhorter le Gouvernement espagnol à se conformer à la législation espagnole en ce qui concerne les mandats d'arrêt contre les dirigeants rwandais. L'Union africaine a par ailleurs adopté une loi nationale type de l'Union africaine sur la compétence universelle en matière de crimes internationaux².

Conseil de l'Europe

34. Le Conseil de l'Europe a rappelé sa communication précédente (voir le document A/66/93, par. 110 à 113). Le 13 juin 2012, le Comité des ministres a adopté une réponse à la recommandation 1953 (2011) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative à « l'obligation des États membres et observateurs du Conseil de l'Europe de coopérer pour réprimer les crimes de guerre ». Le Comité y déclare notamment :

6. Le Comité des ministres note également que plusieurs États membres du Conseil de l'Europe ont reconnu le principe de la compétence universelle. Cependant, il n'y a pas de consensus international sur la définition et la portée de ce principe, car sa mise en œuvre est en pratique souvent soumise à des restrictions juridiques prévues par la législation nationale. Les systèmes juridiques internes ont donc encore beaucoup à faire pour garantir l'efficacité et l'effectivité de l'exercice de la compétence universelle.

7. En conséquence, le Comité des ministres estime que le Conseil de l'Europe pourrait renforcer l'application du principe *aut dedere aut judicare* en tant que moyen efficace de répression des crimes de guerre dans les cas où la compétence universelle ne peut pas être exercée. Il encourage aussi le développement de la coopération entre les États membres et observateurs.

35. Dans son arrêt du 12 juillet 2007 dans l'affaire *Jorgic c. Allemagne*³, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que l'Allemagne n'avait pas violé les dispositions de l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui consacre le droit à un procès devant un « tribunal établi par la loi ». Le requérant, ressortissant de Bosnie-Herzégovine d'origine serbe, avait résidé légalement en Allemagne de 1969 jusqu'au début de 1992. Il était ensuite retourné en Bosnie. Le 16 décembre 1995, il a été arrêté à son entrée en Allemagne et placé en détention provisoire au motif qu'il était fortement soupçonné d'avoir commis des actes de génocide.

36. En vertu de l'article 1 de la Convention sur le génocide, il pèse sur les Parties contractantes à la Convention une obligation *erga omnes* de prévenir et réprimer le génocide, dont la prohibition relève du *jus cogens*. En conséquence, la Cour a estimé que le raisonnement des juridictions nationales selon lequel, compte tenu du but de la Convention sur le génocide, tel qu'exprimé notamment dans cet article, la compétence pour sanctionner les faits de génocide d'États dont les lois prévoient l'extraterritorialité à cet égard n'est pas exclue, doit être considéré comme raisonnable et même convaincant. La Cour a considéré que cette interprétation était

² Le texte de cette loi type peut être consulté à la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat.

³ Cour européenne des droits de l'homme, 5^e section, 12 juillet 2007, affaire *Jorge c. Allemagne*, requête n° 74613/01.

corroborée par le fait que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a expressément reconnu le principe de la compétence universelle en matière de génocide, ainsi que par la législation et la jurisprudence de nombreuses Parties contractantes.

Comité international de la Croix-Rouge

37. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a rappelé les observations formulées aux paragraphes 121 à 140 du rapport de 2011 (A/66/93). Il a mis à jour le nombre des États parties au Protocole additionnel I aux Conventions de Genève du 12 août 1949 (173); le nombre des États qui ont reconnu à leurs tribunaux nationaux, à des degrés variables, la compétence universelle pour les violations graves du droit international humanitaire (plus de 100); et les activités de ses Services consultatifs en droit international humanitaire, qui ont accueilli en décembre 2012 une consultation d'experts qui ont étudié l'évolution de la compétence universelle depuis la création de la Cour pénale internationale.

38. Le CICR a souligné que, venant compléter les Tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, les Mécanismes appelés à exercer les fonctions résiduelles de ces tribunaux et la Cour pénale internationale, le principe de compétence universelle demeure un outil indispensable dans la lutte contre l'impunité. Selon les Conventions de Genève de 1949 et leurs Protocoles additionnels de 1977 et 2005, c'est aux États que revient au premier chef la responsabilité de traduire en justice les auteurs de violations du droit international humanitaire. Dans les cas où les États n'ont pas la possibilité ou la volonté de poursuivre leurs propres citoyens ou de réprimer les crimes commis sur leur territoire, la compétence universelle a un rôle à jouer pour éviter que l'impunité ne trouve un asile dans l'espace qui sépare les tribunaux nationaux et les tribunaux internationaux.

39. Quelles que soient les considérations de politiques nationales qui puissent être à l'œuvre dans l'application de la compétence universelle, l'indépendance de la magistrature et les garanties d'un procès équitable doivent être garanties à tous les stades de la procédure.

IV. Nature du sujet : observations d'États

Colombie

40. La Colombie considère que la compétence universelle a un caractère essentiellement subsidiaire et qu'elle s'applique à des infractions qui ont été commises sur le territoire d'un autre État par des ressortissants d'un autre État contre des ressortissants d'un autre État et qui ne représentent pas une menace directe pour les intérêts vitaux de l'État qui entend exercer cette compétence. Elle note que la compétence universelle par voie législative est plus fréquente que la compétence universelle par voie judiciaire, mais que l'une et l'autre peuvent s'appliquer.

41. La Colombie souligne que la compétence universelle ne doit être confondue ni avec la compétence des tribunaux internationaux, notamment celle de la Cour pénale internationale, ni avec le principe *aut dedere aut judicare*, qui sont des moyens complémentaires de lutter contre l'impunité. Les principales questions à examiner dans ce cadre sont : les concours de compétence; l'importance du *jus cogens*; la

question de savoir si l'exercice de la compétence universelle est facultatif ou obligatoire; et ses rapports avec l'amnistie ou le pardon.

Cuba

42. Cuba⁴ a réaffirmé sa conviction que l'application du principe de compétence universelle devrait être réglementée au niveau international pour éviter que ce principe ne soit exploité de façon abusive à des fins unilatérales, sélectives et politiques. Elle soutient l'idée de rédiger des normes ou directives internationales qui définiraient clairement les conditions et les limites de l'invocation éventuelle de la compétence universelle, ainsi que les crimes auxquels elle pourrait s'appliquer, s'il existe un consensus international en faveur de telles normes. L'application de la compétence universelle doit respecter les principes consacrés par la Charte des Nations Unies, en particulier les principes d'égalité souveraine, d'indépendance politique et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, et devrait avoir, par définition, un caractère exceptionnel et subsidiaire.

43. Cuba a souligné que la compétence universelle ne devrait être exercée que dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'il n'existe aucun autre moyen de traduire en justice les auteurs d'un crime, et qu'elle doit être contenue dans les limites d'un respect absolu pour la souveraineté des États et s'inscrire toujours dans un rapport de subsidiarité avec les actes et la compétence nationale de ces derniers. Cuba a noté que l'approbation de l'État sur le territoire duquel le crime a été commis ou des pays dont l'accusé est ressortissant doit être obtenue avant que la compétence universelle soit exercée.

44. Cuba a noté que l'application du principe de compétence universelle ne devrait pas violer l'immunité garantie par le droit international aux chefs d'État et de gouvernement, aux agents diplomatiques et aux autres hauts représentants de l'État.

45. Cuba a recommandé que la compétence universelle soit limitée aux crimes contre l'humanité.

Liban

46. Le Liban a rappelé les observations qu'il avait formulées précédemment (voir le document A/66/93, par. 146 à 148).

Panama

47. Le Panama a rappelé les informations figurant aux paragraphes 38 et 39 du rapport précédent (A/67/116).

⁴ Voir les observations précédentes de Cuba dans les documents A/65/181 et A/67/116.

Tableau 1
Textes législatifs intéressant le sujet, selon les informations présentées
par les gouvernements

<i>Catégorie</i>	<i>Texte</i>	<i>Pays</i>
Traite des esclaves	Division 270 du Code pénal	Australie
	Loi de 2013 modifiant la loi pénale (esclavage, pratiques analogues à l'esclavage et traite des êtres humains)	Australie
Génocide	Loi n° 45 du 7 février 2013 modifiant l'article 135 du Code pénal	Moldova
	Code pénal, chap. 2, art. 3.7	Suède
Mercenariat	Loi n° 45 du 7 février 2013 modifiant l'article 130 du Code pénal	Moldova
Crimes contre l'humanité	Loi n° 45 du 7 février 2013 modifiant l'article 135 1) du Code pénal	Moldova
	Art. 4 de la loi IV de 1978 donnant effet au Code pénal; art. 3 de la loi C de 2012 relative au Code pénal	Hongrie
Crimes de guerre	Code pénal, art. 11; loi n° 45 du 7 février 2013 modifiant les art. 127 et 137 du Code pénal	Moldova
	Art. 3 de la loi C de 2012 relative au Code pénal	Hongrie
Crimes contre l'humanité	Code pénal, chap. 2, art. 3.6, et chap. 22, art. 6 (où le crime contre le droit international est défini comme une violation grave d'un traité ou d'un accord conclu avec une puissance étrangère ou une infraction à un principe généralement reconnu du droit international humanitaire relatif aux conflits armés)	Suède
Crimes contre l'État	Code pénal, art. 11	Moldova
	Code pénal (loi n° 599 de 2000), art. 16 (crimes contre l'existence et la sûreté de l'État; atteintes à la Constitution et à l'ordre juridique; crimes contre l'ordre économique et social, sauf blanchiment de capitaux; crimes contre l'administration)	Colombie
Crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité	Code pénal, art. 11	Moldova

<i>Catégorie</i>	<i>Texte</i>	<i>Pays</i>
Atteintes aux bonnes mœurs et exploitation	Loi n° 23 du 7 juillet 2004 (portant approbation de l'article 3 a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants)	Panama
Blanchiment d'argent et d'avoirs	Code pénal, art. 389 modifié par l'article 11 de la loi n° 1 du 5 janvier 2004	Panama
Falsification	Code pénal (loi n° 599 de 2000), art. 16	Colombie
Financement du terrorisme	Code pénal (loi n° 599 de 2000), art. 16	Colombie
Recel de moyens liés à des activités terroristes	Code pénal (loi n° 599 de 2000), art. 16	Colombie
Trafic de stupéfiants	Loi n° 13 du 27 juillet 1994	Panama

Tableau 2

Traité sur la matière cités par les gouvernements, notamment ceux consacrant le principe *aut dedere aut judicare*

A. Instruments universels

<i>Catégorie</i>	<i>Texte</i>	<i>Pays</i>
Génocide	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1948)	Colombie, Espagne, Moldova
Droit international humanitaire	Conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels	Panama, Espagne, Moldova
Droit pénal international	Statut de Rome de la Cour pénale internationale (1998)	Colombie, Espagne, Moldova, Suède
Stupéfiants et substances psychotropes	Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1988)	Moldova
Corruption et criminalité transnationale organisée	Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime (1990)	Moldova
	Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2000)	Colombie
	Convention des Nations Unies contre la corruption (2003)	Colombie

<i>Catégorie</i>	<i>Texte</i>	<i>Pays</i>
Torture	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984)	Colombie, Espagne, Suède
Traite des personnes	Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (2000)	Colombie, Panama
Infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques	Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (1973)	Espagne
Disparitions forcées	Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (2006)	Colombie, Panama
Infractions de terrorisme	Convention européenne sur la répression du terrorisme (1977)	Moldova
Protection des biens culturels en cas de conflit armé	Deuxième Protocole relatif à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1999)	Panama
Imprescriptibilité	Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (1968)	Colombie
Textes de portée générale	Charte des Nations Unies (1945)	Cuba

B. Instruments régionaux

<i>Catégorie</i>	<i>Texte</i>	<i>Pays</i>
Droits de l'homme	Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1950)	Espagne